

Éditorial.

« L'Amérique post-Trump » ?

Frédéric Douzet

« L'Amérique post-Trump ». L'expression a fleuri dans les journaux et les publications en ligne au lendemain de l'investiture de Joe Biden comme président des États-Unis en janvier 2021. Le mandat de Donald Trump venait de s'achever par un épisode inédit de contestation des résultats de l'élection présidentielle par le président déchu, conduisant à l'invasion du Capitole par ses partisans déterminés à lui rendre le pouvoir, dans un climat de violence inouïe. L'événement concluait quatre années d'une présidence non conventionnelle et pleine de rebondissements sous la conduite d'une personnalité pour le moins atypique.

Le vocable « post-Trump » est riche de représentations, mais aussi de questionnements. Il véhicule tout d'abord l'idée de rupture, celle de l'avant et de l'après-Trump. Le succès de Donald Trump aux primaires états-uniennes en 2016 avait complètement pris de court le Parti républicain et l'ensemble de la classe politique. Sa victoire à la présidentielle a surpris jusqu'au candidat lui-même et sidéré une bonne partie de la population américaine et européenne. Peu d'observateurs l'avaient anticipée. Et pourtant, à la lumière des analyses produites depuis, on comprend que Donald Trump n'était que le révélateur de tendances de fond qu'il a su capter et exploiter à son avantage. Les forces à l'œuvre aux États-Unis comme ailleurs dans le monde, liées à la mondialisation de l'économie et à l'accroissement des flux migratoires, engendrent une diversification de la population, des disparités territoriales et l'accroissement des inégalités sociales et raciales qui alimentent le ressentiment des habitants de régions en perte de vitesse ; des populations exposées au risque de déclassement et en quête de repères identitaires qui se sentent abandonnées par les élites au pouvoir. Bien sûr, les ressorts de la victoire sont aussi à trouver dans les tactiques électorales de Trump, le ralliement intéressé

– parfois cynique et à contrecœur – de l'électorat républicain, la démobilisation d'une partie des démocrates ou encore l'impopularité d'Hillary Clinton. D'autres facteurs dont l'impact est impossible à mesurer ont aussi potentiellement pu jouer, comme les opérations d'ingérence russes durant la campagne électorale ou encore les soupçons formulés par le Federal Bureau of Investigation (FBI) à l'encontre d'Hillary Clinton à la veille de l'élection. Toujours est-il que le mouvement de fond qui a porté Donald Trump au pouvoir existait avant lui et existera après lui. D'autant que, s'il en a été le révélateur, Trump en a aussi été le catalyseur, exacerbant tout au long de son mandat les fractures extraordinaires – raciales, sociales et territoriales – qui traversent la société.

C'est la deuxième question que soulève l'expression « post-Trump » : quel a été l'impact réel de son mandat sur le pays ? Et surtout, quels en seront les effets durables ? Il est bien sûr encore trop tôt pour le dire. Mais on distingue déjà un certain nombre de phénomènes qui se sont intensifiés ou qui ont émergé sous sa présidence. Les indicateurs montrent que la division partisane entre républicains et démocrates – autrement dit, la polarisation politique – n'a fait que s'aggraver. Sur l'ensemble de son mandat, en moyenne 86 % des républicains contre 6 % des démocrates se sont dits satisfaits de la manière dont il conduisait les affaires, l'écart le plus important jamais enregistré à l'ère moderne des sondages¹. Or la disparition du centre rend le pays très difficile à gouverner. Les majorités sont extrêmement étroites, donc les marges de manœuvre réduites. En 2020, les démocrates ont conquis les deux sièges au Sénat de la Géorgie, leur permettant de reprendre le contrôle de cette assemblée grâce à la voix prépondérante de la vice-présidente² et donc du Congrès, puisqu'ils contrôlent aussi la Chambre des représentants. Mais ce contrôle est très relatif, voire illusoire. La majorité démocrate est loin d'être homogène et les victoires législatives ont entraîné des attentes élevées, notamment de la part de la frange progressiste du parti, pour faire passer des lois ambitieuses et ainsi transformer la société. Or cette marge étroite confère un pouvoir exorbitant aux sénateurs les plus conservateurs du Parti démocrate pour faire et défaire les majorités, à savoir Joe Manchin (Virginie occidentale) et Kyrsten Sinema (Arizona).

Notre entretien avec Bruce E. Cain ouvre ce numéro, car il montre à quel point la polarisation politique extrême et les excès de la démocratie entravent la possibilité de prendre des mesures à la hauteur des défis auxquels elle fait face, à commencer par le dérèglement climatique. À peine arrivé au pouvoir, Joe Biden

1. <www.pewresearch.org/2021/01/29/how-america-changed-during-donald-trumps-presidency/>.

2. Le Sénat étant divisé à 50-50 entre les républicains et les démocrates, la vice-présidente des États-Unis, qui préside le Sénat, dispose d'une voix prépondérante.

avait pourtant annoncé le retour des États-Unis dans l'accord de Paris sur le climat. Mais les efforts de l'administration dans la lutte contre le changement climatique sont compromis par une majorité trop étroite. Et, même en Californie, les objectifs très ambitieux de lutte contre le changement climatique se heurtent à des résistances locales importantes et conduiront à des choix difficiles, d'autant que les avancées scientifiques ne sont pas encore au rendez-vous.

Surtout, cette majorité est non seulement étroite, mais de courte durée, puisque les démocrates anticipent de perdre ce contrôle en 2022 lors des élections de mi-mandat, habituellement défavorables au pouvoir en place. Cette instabilité des majorités crée une urgence à agir, une mentalité du « *grab it while you can* » (littéralement « prends-le tant que tu peux ») qui accroît les tensions entre les progressistes et les centristes au sein du Parti démocrate. Joe Biden s'en trouve contraint à soutenir d'énormes projets de lois au Congrès, *via* lesquels il peut négocier des compromis pour faire passer ses propositions les plus urgentes. Ces lois un peu fourre-tout masquent d'ailleurs l'ampleur des transformations qu'il a engagées, notamment par l'investissement dans les infrastructures, une mesure déjà promise par Trump, mais jamais réalisée jusqu'en novembre dernier.

Dans ce domaine comme dans d'autres, Trump a révélé, mais aussi amplifié des tendances de fond, comme en atteste l'évolution de la carte électorale au cours des quatre dernières années aux États-Unis. L'article de Laura Uribe, Micah Farver, Alex Zhao et Thad Kousser interroge le succès des républicains au Congrès en 2020 alors même que Donald Trump a perdu l'élection présidentielle. En comparant les résultats des républicains à la Chambre des représentants par rapport à ceux de la présidentielle, mais aussi leurs performances à la Chambre entre 2016 et 2020, il montre que le Parti républicain a plutôt perdu du terrain en 2020, avec d'importantes différences locales. Si les républicains ont amélioré leurs résultats électoraux dans les zones où ils étaient déjà forts, ils ont perdu du terrain dans des États comme l'Arizona et la Géorgie. Roman Vinadia analyse quant à lui le Wisconsin et l'Arizona, et démontre que dans ces deux États le Parti républicain a vu son électorat traditionnel se disloquer, sous l'effet Trump, selon des dynamiques différentes. Dans le Wisconsin, Trump apparaît comme un phénomène exogène au Parti républicain, menaçant une alliance rurale-suburbaine qui l'avait porté au pouvoir. Dans l'Arizona, il s'inscrit directement dans les lignes de clivage intra-républicain qui divisent le parti depuis plusieurs décennies. En revanche, en Floride, Trump a réussi à améliorer ses performances, à l'encontre de la dynamique nationale. Léa Le Pezron démontre comment une campagne de terrain très active, le ciblage des minorités par une campagne de désinformation ou encore les restrictions de vote pour les Africains-Américains ont permis à Trump de remporter l'État dans lequel il vote désormais.

La polarisation ne se limite toutefois pas à la sphère politique. L'exacerbation des tensions raciales, notamment par les déclarations publiques de Trump à propos de nombreux incidents qui ont marqué son mandat – dont la mort de George Floyd –, a accentué les clivages existant au sein de la société. La présidence Trump a entraîné une véritable inflexion de la stratégie du mouvement militant Black Lives Matter, qui a pris une ampleur inédite. Charlotte Recoquillon montre que le mouvement, initialement engagé dans des mobilisations politiques non conventionnelles, s'investit désormais dans la politique électorale.

La gestion calamiteuse de Trump de la pandémie, sur fond de déni de la gravité de la maladie – voire de délires personnels, comme de s'injecter du désinfectant pour tuer le virus –, a probablement aggravé la crise et nourri les théories du complot qui circulent au sein du Parti républicain, déjà sujet à la défiance envers les grands journaux nationaux et médias audiovisuels considérés comme biaisés en faveur des démocrates, à l'exception notable de Fox News.

Trump n'a d'ailleurs cessé d'encourager la défiance populaire envers les médias traditionnels, traitant les journalistes de menteurs. La popularisation par la Maison Blanche du concept de « faits alternatifs » signe la disparition d'un espace épistémique commun. Près des trois quarts des Américains estiment que les démocrates et les républicains sont en désaccord non seulement sur les projets et les politiques publiques, mais également sur des faits de base³. Les réseaux sociaux se trouvent ainsi au cœur de la tempête, instrumentalisés par les extrémistes de tous bords qui cherchent à perturber ou influencer la vie démocratique.

Simon Ridley montre ainsi l'étonnant retournement du mythe de la liberté d'expression qui a animé les campus californiens dans les années 1970 par les militants pro-Trump, permettant ainsi à l'extrémisme de gangrener la démocratie *via* les réseaux numériques. L'alt-right est ainsi entrée dans le discours politique dominant et s'est diffusée au monde entier. Ses positions s'accompagnent des théories du complot les plus folles. Mike Rothschild montre que le mouvement QAnon, construit sur le mythe d'une grande purge secrète de « l'État profond » menée par le président Trump, s'est transformé en mouvement international de masse, devenant une théorie du complot attrape-tout qui a imprégné une partie de la base du Parti républicain et compte même quelques adeptes au Congrès.

Le président aux 26 000 tweets a utilisé les plateformes numériques pour communiquer sans filtre tout au long de son mandat, jusqu'à s'en trouver exclu au lendemain des incidents du Capitole. Et Valère Ndior présente toute la difficulté de la régulation des Gafam (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft) dans un pays qui vénère la liberté d'expression, mais en trouve pourtant les limites pour le

3. Pew Research Center, *loc. cit.*

bon fonctionnement de son système démocratique ; au point d'en priver son propre président.

Le mandat de Trump a d'ailleurs été perçu comme un constant test de résistance pour les institutions, tant le Président a cherché en permanence à obtenir gain de cause en ignorant les conventions, en outrepassant ses prérogatives et en exploitant toutes les ambiguïtés de la législation. Certaines questions restent en suspens, comme le rôle exact du vice-président dans le comptage final des voix lors de la présidentielle, qui n'avait jamais fait l'objet de débat jusqu'à ce que Trump fasse pression sur Mike Pence dans le but de rester au pouvoir. Trump a jeté le doute sur l'intégrité du processus électoral et le discrédit sur les institutions, entamant la confiance des électeurs. Il restera sans doute dans l'histoire pour avoir refusé d'assister à l'investiture de son successeur et pour être le seul président à ce jour à avoir fait l'objet d'une procédure d'*impeachment* à deux reprises, dont la deuxième pour incitation à l'insurrection au Capitole.

Simon Grivet revient sur cette invasion du Capitole, qu'il met en perspective avec l'histoire de la violence politique aux États-Unis et qualifie de plus grave remise en cause des institutions démocratiques états-uniennes depuis la crise sécessionniste de 1861.

Dans le même temps, Trump a avancé très vite, à la demande des républicains, pour placer des juges au sein des cours fédérales, et notamment à la Cour suprême où il a réussi à nommer trois des juges qui siègent actuellement, dont la dernière, Amy Coney Barrett, *in extremis* à la fin de son mandat. La Cour suprême est désormais contrôlée par une solide majorité conservatrice – probablement pour des décennies – avec un pouvoir de transformation sociétale potentiellement majeur. Elle vient ainsi de se saisir de la question de l'avortement et bien d'autres questions pourraient suivre, comme la discrimination positive ou le port des armes. Et, dans un contexte où les États républicains instrumentalisent les règles de vote pour assurer leur succès électoral, le contrôle des cours de justice peut s'avérer déterminant.

Olivier Richomme étudie comment les républicains cherchent à manipuler les modalités de vote, profitant d'un système totalement décentralisé dans lequel chaque État définit ses propres règles, afin de se maintenir au pouvoir. Si ces manipulations du droit de vote ne sont pas nouvelles, elles ont franchi un cap important avec la contestation de l'intégrité du scrutin et des résultats électoraux par le pouvoir exécutif lui-même.

Car les républicains n'ont pas remporté la majorité des suffrages à la présidentielle depuis 2004 et leur électorat est de manière générale en perte de vitesse. Ils s'appuient sur les spécificités du système américain, comme le collège électoral, pour remporter la présidence, ainsi que la règle de deux élus par État au Sénat qui offre une représentation égale aux petits États ruraux républicains et

aux grands États urbains et démocrates, ou encore le redécoupage électoral et les manipulations de règles de vote pour remporter des sièges à la Chambre des représentants. À ce jeu-là, Trump est déjà à la manœuvre.

C'est là que l'on peut se permettre d'ajouter un point d'interrogation à « post-Trump ». Car rien ne dit que l'ère Trump soit terminée, bien au contraire. Le Parti républicain semble être l'otage non seulement de l'ancien président, mais aussi et surtout de sa base électorale. Si quelques élus prennent leurs distances avec Trump, à l'instar des Lincoln Republicans⁴, bien d'autres qui ne l'apprécient pas le craignent. Et par-dessus tout, ils redoutent, en perdant le soutien de ses électeurs, de perdre le pouvoir. Ils ont besoin de garder l'extrême droite au sein de leur coalition électorale pour assurer leur victoire à l'échelle locale. C'est pourquoi, s'il est en mesure de se présenter au regard des poursuites judiciaires dont il fait l'objet, il est plus que probable que Trump s'impose comme candidat du parti en 2024.

Les équipes de Trump sont en effet déjà mobilisées pour préparer la campagne des élections de mi-mandat en vue de l'élection présidentielle de 2024. Maxime Chervaux analyse avec finesse comment l'ancien président et ses alliés, *via* une structure de financement nommée Trump World, cherchent à intimider leurs opposants et à créer une dépendance du Parti républicain à un « sentier trumpien », afin de rendre la candidature de Trump inévitable en 2024.

En attendant, Joe Biden a clairement signifié au monde entier que l'ère Trump était révolue, clamant haut et clair « America is Back! » (l'Amérique est de retour) à son arrivée en Europe, où il fit son premier déplacement à l'étranger. La pandémie de Covid-19 a été vécue comme la première crise d'ampleur mondiale dans laquelle les États-Unis n'ont pas assuré de leadership. Et pour cause. L'aveuglement de Donald Trump et sa gestion confinant à l'absurde ont fait le miel des caricaturistes. Elisabeth Fauquert montre toutefois que, malgré cela, les États-Unis se sont dotés rapidement de lois débloquent des fonds publics conséquents pour lutter contre la pandémie et ont été le fer de lance du développement d'un vaccin. Elle souligne les paradoxes actuels du *soft power* biomédical états-unien, puisque les bénéfices du vaccin ont rapidement été privatisés.

Le mépris affiché par Trump pour le multilatéralisme, l'imprévisibilité de sa politique étrangère, le manque de concertation avec ses alliés et la doctrine visant à toujours placer « l'Amérique d'abord » avaient sérieusement entamé la relation de confiance, au point que le président Macron déclarait l'Otan en état de mort cérébrale. Alexandra de Hoop Scheffer montre d'ailleurs qu'à bien des égards le « America First » de Trump a déteint sur le « America is Back » de Biden. Dans

4. Comité d'action politique états-unien formé par plusieurs personnalités du Parti républicain fin 2019 pour empêcher la réélection de Donald Trump.

sa politique étrangère comme dans ses relations avec les alliés, l'administration Biden estime devoir reconnecter les priorités internationales des États-Unis avec les préoccupations des électeurs de la classe moyenne. Le retour des États-Unis dans les instances multilatérales n'est que sélectif et pas forcément durable.

Et pourtant, là encore, Trump, au-delà de son style personnel erratique et de sa fascination pour les hommes forts au pouvoir, n'a fait qu'accélérer des tendances de fond : une volonté de se mettre en retrait d'un leadership mondial sur tous les fronts en contraignant les alliés à investir plus dans leur défense, le désengagement au Moyen-Orient – confirmé par Biden – et la volonté de contrer la montée en puissance de la Chine.

Le retrait d'Afghanistan annoncé par Trump, et finalisé par Joe Biden, dans un désordre préoccupant, a suscité de vives critiques. Il confirme la volonté de Biden d'enfin acter le «pivot» des États-Unis du Moyen-Orient vers l'Asie. Jean-Loup Samaan montre toutefois que les réalités régionales pourraient bien contraindre les objectifs américains et qu'un désengagement militaire complet des États-Unis de la région pourrait s'avérer imprudent. Par ailleurs, comme à l'ère Trump, les États-Unis ont agi sans concertation préalable avec les alliés.

Avec la Russie, Biden cherche à reconstruire une relation stable et prévisible, malgré l'impossibilité d'aborder les causes de la confrontation stratégique actuelle. Marlène Laruelle montre comment les années Trump ont façonné la vision américaine de la Russie et analyse la manière dont s'est construite la nouvelle politique russe de l'administration Biden, nourrie des représentations divergentes des différents think tanks à l'égard de la Russie, et confrontée à la difficulté de trouver la juste place de l'Europe dans sa vision de la Russie, et plus globalement du monde.

Mais l'obsession de l'administration américaine est désormais la Chine. Et la rivalité se cristallise particulièrement dans le domaine de la production, l'utilisation, le contrôle et la gouvernance des technologies numériques. Adam Segal démontre que Pékin et Washington considèrent que l'intelligence artificielle (IA), les télécommunications de nouvelle génération (5G), les semi-conducteurs et autres technologies de l'information et de la communication sont essentiels à la compétitivité économique et à la sécurité nationale, mais que le conflit se place de plus en plus sur le terrain idéologique. Or l'affrontement entre les grandes puissances est désormais ouvert et cette compétition dans le domaine numérique structure les relations et les partenariats avec les autres pays. C'est notamment le cas dans la région indopacifique, considérée comme hautement stratégique par les États-Unis pour contrer la puissance de la Chine, comme l'analyse Isabelle Saint-Mézard. Cette rivalité stratégique est le prisme par lequel comprendre les développements de la politique étrangère des États-Unis, en lien avec les questions de politique interne, notamment les préoccupations de la classe moyenne américaine – en termes d'emploi, de santé, de puissance et d'identité – qui guident

HÉRODOTE

la politique « America First » de Joe Biden. Autrement dit, le trumpisme est loin d'avoir quitté « l'Amérique post-Trump »...

Par ce numéro, l'équipe d'*Hérodote* tient à rendre un vibrant hommage à la mémoire d'Arnaud Roujou de Boubée, infatigable directeur exécutif de la Commission franco-américaine, qui a développé le programme Fulbright pendant 21 ans et permis à des générations de chercheurs et d'étudiants de mieux connaître et comprendre les États-Unis et la France. Ce numéro en compte un certain nombre qui se souviendront, avec reconnaissance, de ce qu'ils lui doivent.